

Ress Débat 8. - Deux Amende ment.

Bonjour à toutes et à tous

« Maitrise des dépenses » en voilà une bien pudique expression pour dire « réduction des couts et baisses de effectifs ».

Oui bien entendu, vous voyez tous de quoi je parle.

Que l'on soit au SNTU, au SCERAO, au SICO CFDT ou à la métallurgie de Meurthe et Moselle on sait très bien ce que ça veut dire quand un patron commence à nous parler de maitrise des dépenses !

à Interco Gironde, au syndicat santé sociaux du Finistère au SGEN Franche-Comté ou Interco Drôme Ardèche : vous savez que lorsque que c'est l'état qui dit maitrise des dépenses ce n'est pas mieux !

au SF3C, au SYMNES, au syndicat régional économie finances des pays de la Loire, au syndicat construction bois d'Indre et Loire, vous le savez très bien aussi maitrise des dépenses ...c'est plutôt mauvais signe pour les embauches.

Et c'est pareil au syndicat défense Alsace et Marne, au syndicat des Banques des Bouches du Rhône ou au SFEP Bourgogne...comme nous au PS AURA et au SGA Beauce, Berry Touraine, vous le savez maitrise des dépenses égal réduction des couts... et des effectifs !

Aux 4 coins de la France et dans l'ensemble des champs professionnels maitrise des dépenses veut toujours dire la même chose : réduction des couts !

Et c'est précisément pour cette raison que nous souhaitons modifier l'article 3.1.2.4 et voir disparaître cette référence à la réduction des coûts.

Ici on parle des COG, des conventions d'objectif et de gestion. Pour faire simple, ce sont les conventions qui permettent avec l'état de définir les orientations de la protection sociale et les moyens qu'on aura pour les mettre en œuvre. Les COG ça sert à définir le service que vont rendre les CAF, les CPAM, les CARSAT, les URSSAF et la MSA et comment.

Mais faire plus avec moins, je suis sûr que beaucoup d'entre vous savent de quoi je parle...je ne vous refait pas le tour de France des syndicats.... Mais je pourrais !

Revenons à l'article 3.1.2.4, gagnons du temps, évitons de nous faire des faux procès et d'avoir un mauvais débat.

Cet article il dit bien que ce qui doit guider la CFDT dans l'appréciation des COG c'est la qualité du service rendu et les besoins des usagers.

En ça nous ne pouvons être que d'accord et nous saluons même cette partie de la résolution qui réaffirme le besoin de développer la protection sociale, de l'universaliser et de renforcer sa dimension accompagnement.

« La priorité accordée aux personnes, le renforcement, de l'accueil et la globalisation de l'accompagnement demandent des moyens. Ce sont en premier lieu des moyens humains pour garantir la possibilité d'une relation. Cela doit s'accompagner d'implantations territoriales suffisantes et coordonnées entre les opérateurs ainsi que de la mise en œuvre des moyens financiers correspondants.»... C'est

complètement vrai ! Ce n'est pas de moi, c'est trop bien écrit !

C'est le texte de la résolution. C'est l'article 3.1.2.3 de la résolution qui nous invite à renforcer l'accompagnement humain et finalement à **investir** dans le bien commun qu'est notre protection sociale.

Investir justement c'est un peu antinomique avec la maîtrise des dépenses vous ne trouvez pas ?

Mais pourquoi, alors que tout le reste du texte tend dans une même direction, vers un même objectif, qui est plus de protection sociale, pour plus de bénéficiaires, avec un accompagnement plus important ciblé sur ceux qui en ont le plus besoin, ces quelques mots dans l'article 3.1.2.4 nous replacent subitement dans le cadre contraint de la réduction des couts ...pardon de la maîtrise des dépenses ...

Je ne suis pas dans la tête des rédacteurs du texte mais probablement que lors du contre argumentaire, on vous expliquera que c'est parce que la CFDT est une organisation réformiste et raisonnable qui s'attache à faire des propositions réalistes que nous ne pouvons pas nous défaire des cadrages budgétaires.

On vous expliquera certainement que la protection sociale ça a un cout et que l'on doit en tenir compte,

on vous expliquera que l'on ne bâti pas nos propositions sur du sable et que c'est ce qui nous différencie des autres organisations syndicales.

On vous dira que la CFDT ne fait pas de promesses chimériques, que les y'a qu'à faux qu'on c'est trop facile

On vous expliquera que ce qu'attendent les travailleurs de ce pays c'est une organisation syndicale qui ne fuit pas ses responsabilités.

On vous dira que c'est dans notre ADN réformiste et que c'est cette crédibilité qui fait de nous la 1ere organisation syndicale de ce pays.

Et on aura 1000 fois raison de vous réexpliquer tout ça, c'est vrai et nous aussi nous en sommes convaincus !

Nous en sommes tellement convaincus que c'est précisément la raison pour laquelle nous souhaitons supprimer la maîtrise des dépenses ...par soucis de cohérence avec le reste de la résolution !

Oui les politiques publiques doivent se penser avec des budgets équilibrés, non il n'est pas question de creuser sans cesse les déficits comme s'il s'agissait d'une solution miracle. Mais voyez-vous, l'article 3.1.2.4 ne dit pas « dans un cadre budgétaire équilibré ».... il dit dans le cadre de la maîtrise des dépenses !

Et ce n'est pas tout à fait pareil....

Ici comme souvent on oublie que le fameux équilibre budgétaire c'est une équation qui a deux variables :

on peut soit baisser les dépenses soit augmenter les recettes ! Il y a là un choix finalement très simple...**et pourtant ô combien politique.**

Et ce choix à la CFDT nous le faisons, et nous le faisons très clairement, sans ambiguïté, partout dans le texte de cette résolution nous le répétons : ce dont nous avons besoin c'est de plus de protection sociale,

de plus d'accompagnement pour les plus précaires et les plus fragiles,

D'universaliser les prestations pour les rendre accessibles à plus de travailleuses et de travailleurs,

de plus de service public en proximité sur le territoire

et pour cela il nous faut plus de financement...

Cela aussi la résolution le dit très clairement dans sa partie 5.3 !

Alors aujourd'hui mes camarades je vous invite à aller au bout de nos idées, à mettre en cohérence le texte de la résolution, à assumer pleinement notre ADN réformiste et à sortir de l'incantatoire. Je vous invite mes camarades à être une organisation vraiment responsable et à assumer l'idée que l'équilibre budgétaire de la protection sociale se fera par l'augmentation des recettes et pas la baisse des dépenses.

Osons transformer la société, affirmons-le clairement et sans se cacher : on ne fera pas plus et mieux de protection sociale sans plus de financements ! C'est cela être une organisation exigeante et responsable et je vous invite à voter massivement pour cet amendement.